

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1100^e
SÉANCE

Mardi 13 décembre 1966,
à 17 h 10

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 37 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement (fin)</i>	493
<i>Point 39 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite)</i>	494

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: rapport du Conseil du commerce et du développement (fin*) [A/6303/Add.1, chap. I; A/6315, A/6501, A/C.2/L.925/Rev.1, A/C.2/L.944]

1. M. HAMEED (Ceylan) dit qu'à la suite de consultations officielles les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.925/Rev.1 ont décidé d'y ajouter après le premier considérant un nouvel alinéa ainsi conçu:

"Tenant compte du rapport annuel du Fonds monétaire international pour 1966".

2. Le PRÉSIDENT met aux voix le projet de résolution concernant la réforme monétaire internationale présenté par 39 puissances (A/C.2/L.925/Rev.1), tel qu'il a été modifié oralement.

Le projet de résolution, tel qu'il a été modifié, est adopté sans opposition.

3. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation a soutenu le projet de résolution en dépit de graves doutes quant à l'opportunité de demander à l'Assemblée générale de prendre des mesures sur une question aussi technique que la réforme du système monétaire international avant que ses organes subsidiaires compétents, à savoir le Conseil du commerce et du développement et la Commission des invisibles et du financement lié au commerce, aient eu l'occasion d'examiner l'évolution récente de la situation. En fait, de grands progrès ont été accomplis vers les objectifs du projet de résolution. En effet, les importantes questions en jeu font l'objet de débats au cours de réunions officielles au Fonds monétaire international (FMI) auxquelles la grande majorité des pays en voie de développement et des pays développés sont représentés, et l'on espère que

de nouvelles discussions feront apparaître un accord général, permettant au Conseil des gouverneurs du FMI d'envisager la mise sur pied d'un plan officiel de réforme du système monétaire international. La délégation des Etats-Unis regrette par conséquent que l'on se soit contenté de noter ces initiatives au troisième considérant du projet de résolution A/C.2/L.925/Rev.1.

4. La délégation des Etats-Unis interprète la première partie du paragraphe 1 du dispositif comme se référant aux discussions actuellement en cours au FMI et entre les administrateurs du Fonds et le Groupe des Six. La deuxième partie ne préjuge en rien ces négociations, et, si l'on est d'accord sur le fait que tant les pays développés que les pays en voie de développement doivent participer pleinement à la mise au point éventuelle de nouvelles activités, leur mode de participation ne pourra être déterminé aussi longtemps que les négociations ne seront pas arrivées à leur terme.

5. La délégation des Etats-Unis interprète le paragraphe 2 du dispositif comme se référant aux arrangements ordinaires conclus aux fins de consultations entre les secrétariats, et croit comprendre que les consultations demandées auront lieu en vertu de l'Accord entre les Nations Unies et le FMI^{1/}, qui contient, notamment, des dispositions visant à protéger le caractère confidentiel de certains renseignements que l'on demande aux membres du FMI de révéler.

6. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que sa délégation a appuyé le projet de résolution parce qu'elle pense qu'en pratique la participation à de nouveaux arrangements dans le domaine du système monétaire international finit par ne s'appliquer qu'aux membres du FMI; le Royaume-Uni considère par conséquent le paragraphe 1 du dispositif comme s'appliquant aux pays qui ont accepté les obligations découlant de l'Accord entre les Nations Unies et le FMI.

7. M. Donald MACDONALD (Canada) déclare que sa délégation a appuyé le projet de résolution, mais qu'elle interprète le paragraphe 1 du dispositif de la même manière que le représentant du Royaume-Uni.

8. M. ABE (Japon) dit qu'en appuyant le projet de résolution sa délégation considère le paragraphe 1 du dispositif comme s'appliquant aux pays qui ont accepté les obligations prescrites par l'Accord entre les Nations Unies et le FMI. L'insertion du mot

^{1/} Accords entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique (publication des Nations Unies, numéro de vente: 61.X.1), sect. VII.

*Reprise des débats de la 1096^e séance.

"pleinement" dans le dernier membre de phrase de ce paragraphe ne préjuge pas le mode de participation à de nouveaux arrangements qui pourraient être conclus dans l'avenir.

9. La délégation japonaise compte que les consultations visées au paragraphe 2 du dispositif se tiendront dans le cadre de l'Accord entre les Nations Unies et le FMI.

10. M. SVENNEVIG (Norvège) dit que, bien que sa délégation ait appuyé le projet de résolution, elle pense que les consultations visées au paragraphe 1 du dispositif devraient être organisées de manière à instituer un équilibre entre les obligations et les droits. Son vote ne signifie pas qu'elle approuve que des discussions se tiennent sur la réforme du système monétaire international dans des organes autres que ceux dans lesquels la question a été examinée jusqu'ici.

11. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), exerçant son droit de réponse, dit que la déclaration faite par le représentant des Etats-Unis, à la 1095ème séance, oblige sa délégation à réaffirmer l'opinion selon laquelle la question de la réforme du système monétaire international, qui revêt une importance capitale pour le commerce de tous les pays, doit être débattue et décidée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD). Le FMI a certes un rôle important à jouer, mais le problème doit être résolu dans l'intérêt de tous et non seulement d'un certain groupe de pays. Malheureusement, le trop célèbre "Club des Dix" a jusqu'ici empêché les autres pays de participer aux discussions sur cette réforme. La solution du problème des liquidités internationales réside dans la stabilisation du prix de l'or, qui favorisera l'expansion des exportations des pays en voie de développement et augmentera leur capacité d'obtenir une aide financière.

12. Le projet de résolution qui vient d'être adopté présente certains points faibles, notamment en ce sens qu'il ne met pas assez l'accent sur le rôle de l'UNCTAD, mais la délégation soviétique s'est prononcée en sa faveur parce qu'il constitue incontestablement un progrès dans la mesure où il assure que les intérêts de tous les pays, surtout ceux des pays en voie de développement, seront pris en considération lors de la conclusion de nouveaux arrangements en vue de réformer le système monétaire international.

13. M. GALLARDO MORENO (Mexique) dit que le fait, pour sa délégation, d'avoir appuyé le projet de résolution ne modifie pas son opinion fondamentale que le FMI est l'organisme qui convient le mieux pour des discussions sur la réforme du système monétaire international.

14. M. MARTIN WITKOWSKI (France) dit que sa délégation n'interprète pas d'une manière particulière le texte du projet de résolution, qui ne peut modifier les conditions auxquelles les gouvernements participent au FMI.

15. M. ONKELINX (Belgique) dit que sa délégation a appuyé le projet de résolution parce qu'il affirme le principe selon lequel tous les pays doivent être représentés à des discussions sur la réforme du

système monétaire international. La Belgique ne considère pas que le projet de résolution préjuge la question des organes dans lesquels les discussions doivent avoir lieu ni le mode de participation des pays à la conclusion de nouveaux arrangements.

16. Le PRESIDENT invite la Commission à se prononcer sur le projet de résolution concernant la mise en œuvre des recommandations de l'UNCTAD présenté par 39 puissances (A/C.2/L.944).

Le projet de résolution est adopté sans opposition.

17. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) regrette que, comme cela a été le cas pour le projet de résolution A/C.2/L.925/Rev.1, l'Assemblée générale ait été priée d'agir avant ses organes techniques subsidiaires. Les Etats-Unis voient dans l'"Etude sur le commerce international et le développement"^{2/} un début encourageant; ces études pourraient apporter une contribution utile et faire autorité, comme d'autres rapports de l'ONU, lorsqu'elles atteindront le même degré d'objectivité, mais l'UNCTAD devrait diriger ses efforts vers la conclusion d'un accord intéressant l'avenir plutôt que vers un examen stérile de l'application, dans le passé, des recommandations, qui cherche à imputer le manque de progrès à un seul groupe de pays.

18. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) dit que son pays partage entièrement la grave préoccupation suscitée par la lenteur du progrès économique des pays en voie de développement et qu'il est disposé, sur le plan politique, à faire le maximum pour aider ces pays. La délégation britannique a donc appuyé le projet de résolution, même si le Gouvernement du Royaume-Uni n'est pas nécessairement convaincu que les recommandations de la première conférence indiquent dans tous les cas, de la meilleure manière, ce qui doit être fait et comment il convient de le faire au mieux.

19. M. SVENNEVIG (Norvège) dit que si sa délégation a appuyé le projet de résolution cela ne modifie en rien la position de la Norvège en matière de tarifs préférentiels. Aussi longtemps que le traitement tarifaire spécial visé à l'alinéa b du paragraphe 3 du dispositif ne se sera pas révélé avantageux, à longue échéance, pour les pays en voie de développement, sa délégation continuera de douter de l'utilité de telles mesures.

POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Décennie des Nations Unies pour le développement: rapport du Secrétaire général (suite) [A/6303, chap. II; A/6426, E/4196 et Add.1 à 3, A/C.2/L.931/Rev.1, A/C.2/L.938, A/C.2/L.940/Rev.1, A/C.2/L.942]

20. M. YOULINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, pendant la Décennie des Nations Unies pour le développement, les problèmes des pays en voie de développement ont pris plus d'acuité et que les modestes objectifs fixés au début de la Décennie sont loin d'être atteints. Cela est dû principalement à la politique colonialiste et néo-colonialiste

^{2/} Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, quatrième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour, documents TD/B/82 et Add.1 à 4.

pratiquée par les puissances impérialistes, qui ont voulu maintenir à tout prix leur domination économique sur les pays en voie de développement. Exploités par les monopoles capitalistes, ces pays ont pris encore plus de retard. Pour pouvoir maintenir leur niveau de vie élevé, les pays capitalistes continuent de considérer les pays en voie de développement comme une source de matières premières à bon marché et de bénéfices faciles. Les profits retirés par les monopoles capitalistes représentent de 17 à 20 p. 100 du revenu national des pays en voie de développement. Si ces bénéfices retournaient dans ces pays, les investissements pourraient y doubler et la croissance économique s'accélérer. La révolution technique en cours dans les pays capitalistes a encore accentué l'écart entre ces derniers et les pays pauvres; selon les dernières statistiques, la différence des produits nationaux par habitant est passée de 1 469 à 1 826 dollars des Etats-Unis.

21. Pour rattraper leur retard, les pays en voie de développement doivent supprimer les vestiges du colonialisme et du néo-colonialisme et renforcer leur indépendance économique; c'est à l'ONU de les aider. Cependant, certains d'entre eux n'ont pas encore réussi à éliminer le néo-colonialisme et à obtenir la part qui leur revient dans les bénéfices des monopoles capitalistes. Les pays en voie de développement doivent faire le maximum pour mobiliser leurs ressources nationales et appliquer une réforme agraire démocratique. Les institutions reliées à l'ONU doivent s'attaquer à des problèmes tels que l'élimination de l'économie de monoculture, la création d'industries nationales et d'un régime agricole sain, le développement du secteur public et de la planification par l'Etat, la formation de spécialistes, le développement des communications, l'éducation et la santé, le maintien de la souveraineté nationale sur les ressources locales, l'élimination des pratiques commerciales inéquitables et l'amélioration du commerce mondial.

22. L'Union soviétique et les autres pays socialistes ne sont aucunement responsables de l'état arriéré dans lequel se trouvent les pays en voie de développement. Bien plus, leur politique consiste à aider ces pays par tous les moyens. L'Union soviétique renforce ses liens avec les Etats nouvellement indépendants et les aide à créer de nouvelles industries, à former leurs savants et leurs techniciens et à améliorer leur position sur le marché mondial. Ce faisant, elle les aide à renforcer leur indépendance économique.

23. Dans le cadre de son nouveau plan quinquennal, l'Union soviétique augmente ses échanges avec de nombreux pays sous-développés, y exporte des machines pour l'industrie, leur achète plus de produits d'exportation, les aide à développer leur industrie et leur agriculture, et leur fournit une assistance en matière de formation, d'enquêtes géologiques, etc. Les conditions de crédit que fait l'URSS aux pays en voie de développement sont beaucoup plus favorables que celles consenties par les pays capitalistes.

24. Le représentant de l'URSS est heureux de noter que le projet de résolution A/C.2/L.931/Rev.1 contient maintenant dans son préambule une référence à la résolution 1942 (XVIII) de l'Assemblée générale

concernant la nécessité de rédiger une déclaration sur la coopération économique internationale. Dès 1957, les pays socialistes ont préconisé la rédaction de cette déclaration et leur initiative a été couronnée par l'adoption des recommandations de l'UNCTAD. Il y a donc lieu d'être heureux que le paragraphe 2 du dispositif dise clairement que la compilation que doit préparer le Secrétaire général ne porte en rien atteinte à la demande que l'Assemblée générale adresse dans sa résolution 2085 (XX) aux gouvernements des Etats membres de l'UNCTAD. Malheureusement, certains pays développés persistent encore à refuser d'exécuter les recommandations de la Conférence. C'est pourquoi la délégation de l'URSS approuve l'insertion du paragraphe 2 du dispositif et appuiera le projet de résolution A/C.2/L.931/Rev.1 dans son ensemble. Elle votera également en faveur du projet de résolution A/C.2/L.940/Rev.1.

25. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) est heureux que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.931/Rev.1 aient accepté le premier des amendements du Royaume-Uni (A/C.2/L.938). Toutefois, sa délégation attache aussi de l'importance aux trois autres amendements parce qu'ils permettent de ne pas préjuger la publication d'une charte du développement. La délégation britannique ne pourra pas voter pour le projet de résolution A/C.2/L.931/Rev.1 si ces trois amendements n'y sont pas inclus.

26. M. DJOUDI (Algérie) note avec satisfaction que la plupart de ses amendements (A/C.2/L.942) ont été inclus dans le projet de résolution A/C.2/L.931/Rev.1, et n'insistera pas pour que l'on ajoute le nouveau paragraphe du dispositif qui figure dans son sixième amendement. Le nouvel alinéa qu'il a proposé d'ajouter au préambule et qui figure dans son cinquième amendement a été incorporé au projet de résolution et son texte est identique à celui qui se trouve dans le projet d'ordre du jour provisoire de la deuxième session de l'UNCTAD^{3/}.

27. M. AHMED (Pakistan) annonce que le Ghana et la Pologne se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.940/Rev.1.

28. M. LUBBERS (Pays-Bas) annonce que la Trinité et Tobago est devenu l'un des auteurs du projet de résolution A/C.2/L.931/Rev.1.

29. M. MOSAK (Secrétariat) dit que, pour s'acquitter de la tâche qui lui est confiée aux paragraphes 1 et 3 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.931/Rev.1, le Secrétaire général devra créer un poste supplémentaire d'administrateur hors classe et un poste d'agent des services généraux, ce qui coûtera 24 000 dollars en 1967 et 32 000 dollars en 1968.

30. Le Secrétaire général est convaincu de l'importance primordiale de la planification d'une stratégie efficace pour les années 70, ce qui exigera d'importantes ressources dans les trois prochaines années. Un fonctionnaire s'occupe déjà de la préparation du rapport que le Secrétaire général doit faire au Conseil économique et social aux termes

^{3/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément No 15, deuxième partie, annexe I, résolution 34 (IV), sect. I, alinéa b.

de sa résolution 1152 (XLI). Le Secrétaire général ne peut indiquer exactement les ressources supplémentaires dont il aura besoin pour appliquer le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.940/Rev.1, car cela dépendra du montant des ressources virées d'autres postes du budget. C'est pourquoi le Secrétaire général propose, lorsque l'on aura une idée plus claire de la tâche qui en découle, d'inscrire au projet de budget pour l'exercice 1968 tout supplément de crédits nécessaire pour élaborer un schéma préliminaire de la stratégie internationale du développement.

31. M. NEDIVI (Israël) constate que le projet de résolution A/C.2/L.940/Rev.1 s'est considérable-

ment amélioré, mais regrette qu'au septième considérant on n'ait pas cherché à distinguer entre les objectifs à court et à long terme. Au dernier considérant, il conviendrait peut-être de mentionner l'aide au même titre que le commerce, tandis qu'au cinquième considérant, dans le texte anglais, il vaudrait peut-être mieux dire "international action can be taken" au lieu de "will be taken". Le représentant d'Israël regrette qu'un sujet aussi important que la Décennie des Nations Unies pour le développement ne soit pas traité de façon aussi détaillée qu'il le mérite.

La séance est levée à 18 h 30.